

Comité National Français des Sciences Hydrologiques

Compte-Rendu de l'assemblée Générale de la Section VI
du CNFGG
du 10 décembre 1991 à Paris

Assistaient à la réunion :

MMes COSANDEY, LOUMAGNE

MM. BANAL, BARIAC, BEAUREGARD (de), BEDIOT, CARBONNEL, CHASTAN, COLLIN, FRITSCH, GIRARD, GIVONE (observateur), GUILLOT, HUBERT, JACCON, LEYNAUD, MANGIN, MARGAT, MEROT, MONIOD, NORMAND, OBERLIN, SCHOELLER, SIRCOULON, THIERY, VERREL, ZILLIOX.

Etaient excusés :

MMes DACHARRY, DAVY, VIVIAN

MM. BOCQUILLON, BONNET, BRUCKLER, DUPOUYET, CADIER, CALLEDE, COLOMBANI, CORMARY, DOSSEUR, DROGUE, DUPOUYET, FONTES, GERLIER, HIEZ, LAMBERT, OBLED, OLIVRY, PIEYNS, POUYAUD, RAYNAUD, REYNAUD, RIBSTEIN, SEGUIN, SERVAT, THIRRIOT, TRIBOULET.

L'Assemblée Générale annuelle de la section VI du CNFGG s'est tenue au Ministère de la Recherche et de la Technologie, rue Descartes à Paris, à l'Amphithéâtre B du Bâtiment JOFFRE.

L'ensemble de la journée a été consacré à la séance administrative.

-

Le Président P. HUBERT, ouvre l'Assemblée Générale à 9h30 et l'on passe à l'ordre du jour.

1 - Approbation du compte-rendu de l'Assemblée Générale du 8 janvier dernier à Paris

Le compte rendu est approuvé à l'unanimité.

2 - Situation des membres et candidatures

Aucun décès ni démission ne se sont produits depuis la dernière Assemblée Générale.

En ce qui concerne le "recouvrement" des cotisations la situation de la section reste satisfaisante ; on doit signaler à ce sujet que le montant annuel qui était de 100 francs depuis 1985 a été fixé à 120 francs pour 1992. (ce réajustement apparaît raisonnable, les cotisations en francs courants ayant été beaucoup plus lourdes dans le passé).

Les candidatures : le nombre de candidats au CNFSH reste important (25% de l'ensemble des candidatures au CNFGG pour 7 sections) et notre section est depuis l'année dernière la seconde en effectifs, derrière la section IV (Géomagnétisme et Aéronomie).

Le Secrétaire présente la liste de l'ensemble des postulants et les principaux éléments de leur carrière ; le dossier de chaque candidat est ensuite examiné plus en détail à partir notamment des informations fournies par le ou les parrains.

L'Assemblée est ainsi invitée à se prononcer sur 5 candidats, à savoir par ordre alphabétique :

- **Mme Anne COUDRAIN-RIBSTEIN (1954)** - Docteur ès sciences et docteur-ingénieur, chargée de recherches au CNRS - Laboratoire de Géologie appliquée à Paris VI.

- **M. Jacques LAVABRE (1948)** - Ingénieur de l'ISIM - CEMAGREF - Le Tholonet d'Aix en Provence.

- **M. Thierry POINTET (1945)** - Ingénieur de l'ENSG de Nancy - Docteur ingénieur - BRGM - Département Eau à Orléans.

- **M. Jean-Luc PROBST (1956)** - Docteur ès sciences - Docteur 3ème cycle - Chargé de recherche au CNRS - Centre de Géochimie de la Surface à Strasbourg.

- **M. Jean-Jacques VIDAL (1950)** - Ingénieur du CNAM - Service Hydrologique Centralisateur du Bassin de la Garonne à Toulouse.

Après discussion ces 5 candidatures ont été retenues à l'unanimité.

Ces candidatures ont été présentées au Conseil du CNFGG du 14 janvier 1992 et l'admission de ces nouveaux membres entérinée lors de l'Assemblée générale du CNFGG du 4 février dernier à Paris.

On trouvera en annexe 1-14 pages- la liste mise à jour des adresses des membres du CNFSH (bien entendu nous comptons sur votre collaboration pour nous signaler tout changement téléphonique ou d'adresse ; on peut d'ores et déjà signaler, des changements d'affectation prévisibles pour les hydrologues orstomiens : MM. BOURGES à Montpellier, CADIER en Equateur, CALLEDE au Brésil, COLOMBANI au Kenya, M.A. ROCHE à Montpellier).

3 - Activités des commissions du CNFSH

- **Commission de Terminologie, de Normalisation et de Réglementation** : en l'absence de M. Marcel ROCHE l'état d'avancement des travaux en cours n'a pas été discuté.

- **Commission Pluies-Débits** : en l'absence de M. LEVIANDIER le point ne peut être fait sur le démarrage effectif de cette commission chargée d'être établie en liaison avec la SHF.

- **Commission Formation** : les activités relevant de ce domaine seront traitées lors du point 6 de l'ordre du jour.

- **Groupe de travail "Manuel Hydrologie"** : voir également le point 6.

4 - GIS-Eau et Pôle AMHY - Journées d'octobre à Lyon -

M. OBERLIN résume les points saillants. On trouvera en annexe 2 un texte de 4 pages qui rappelle l'insertion du pôle AMHY dans le projet FRIEND, qui montre les divers thèmes traités, ceux qui ont fait l'objet du séminaire du 14 au 17 octobre 1991 à Lyon. (C'est l'Italie qui accueillera le prochain séminaire du 17 au 20 novembre 1992 à Perugia, le principe d'un séminaire international annuel ayant été adopté).

Un compte-rendu des journées de Lyon est en préparation et sera distribué aux personnes impliquées dans le programme par le secrétariat du GIS-AMHY.

Il a été convenu que le secrétariat du CNFSH diffuse de son côté ce compte-rendu à l'ensemble des membres de la section afin d'assurer une information aussi large que possible.

5 - Rencontres Franco-Roumaines

M. CARBONNEL en tant que secrétaire de ces rencontres et membre du Comité d'organisation dresse un bilan général des journées hydrologiques franco-roumaines qui se sont tenues du 2 au 5 septembre à l'Ecole des Mines de Paris. Ces journées ont été un succès puisque 24 chercheurs roumains ont pu venir en France et qu'une cinquantaine de communications ont été présentées.

Les actes de ces rencontres seront publiés en 1992. En attendant cette publication il existe encore, pour les personnes intéressées, quelques exemplaires du programme et des résumés des communications qui peuvent être demandés directement à M. CARBONNEL.

6 - 7èmes Journées hydrologiques de Montpellier

M. JACCON rappelle que ces journées des 18 et 19 septembre avaient pour thème "la formation des hydrologues" et s'inscrivaient donc bien dans le cadre des activités de la commission Formation du CNFSH.

M. JACCON fournit un document (cf annexe 3 - 2 pages) qui résume le programme des deux journées (formation pour la recherche - coordonnateur M. BOCQUILLON et formation pour l'hydrologie opérationnelle - coordonnateur M. JACCON) et qui donne les thèmes de réflexion et les conclusions. Les actes de ces journées devraient être disponibles pour les 8èmes journées.

M. HUBERT insiste sur 2 points importants d'une part la nécessité d'élaborer un Manuel d'Hydrologie de langue française (et une discussion sera développée plus loin) et d'autre part le problème posé par les formations existant en hydrologie. Alors que l'hydrologie fait appel à des connaissances pluridisciplinaires variées, il est très difficile de savoir au niveau des formations nationales de 3ème cycle qui fait quoi et comment (l'exposé de M. de MARSILY à Montpellier a été très clair à ce sujet). Il apparaît souhaitable d'harmoniser ces formations et ceci a été d'ailleurs l'un des souhaits des 7èmes journées.

Certains membres de l'assistance soulignent ce problème d'information et pensent qu'il existe, d'une façon générale, des lacunes dans la circulation des informations susceptibles d'intéresser notre communauté.

Ceci amène M. BEDIOT à s'interroger sur le rôle que peut ou doit jouer le CNFSH vis à vis des structures françaises traitant des problèmes de l'eau en France. Alors qu'une loi sur l'eau va être votée, le CNFSH a-t-il été consulté et se sent-il concerné ? De même quelle est la stratégie du CNFSH vis à vis du GIP/Eau ? Ces interrogations sont partagées par d'autres qui, comme M. LEYNAUD estiment que le CNFSH devrait avoir un poids plus politique

M. HUBERT estime qu'il y a des priorités à respecter et que les efforts actuels de notre Comité portent sur une réactivation du Comité français pour le PHI de l'UNESCO et sur la revitalisation des liens avec l'OMM car le rôle de la communauté française dans les grands programmes scientifiques internationaux est beaucoup trop modeste. Cette tâche est d'ailleurs difficile car on ne rompt pas aisément certaines pesanteurs administratives ou les prérogatives de certains Ministères. Un exemple en est fourni par notre participation* à la Conférence Internationale sur l'Eau et l'Environnement (conférence de Dublin préparatoire à la conférence de Rio).

* *Malgré leurs efforts, le CNFSH et le Comité Français pour le PHI ont été dans l'impossibilité d'être représentés à cette conférence (M. PIEYNS y était au titre de l'OMM et M. MARGAT au titre de l'Institut Méditerranéen de l'Eau).*

M. COLLIN fait l'historique du GIP "Connaissance et Gestion des Hydrosystèmes". Il rappelle que le MRT a chargé M. Christian LEVEQUE, Directeur de Recherches à l'ORSTOM, d'étudier les modalités de sa création afin de sortir de la "balkanisation" actuelle sur les eaux continentales. Le GIP ne doit pas être une structure de plus mais rassembler un certain nombre de programmes en cours ou en projet et coordonner les financements incitatifs. Il doit être considéré comme un instrument de travail collectif et non comme une structure concurrençant les organismes. Il doit avoir une forte liaison avec les équipes universitaires chargées de la formation dans le domaine de l'eau. Un rapport a été remis en juin 1991 au MRT et présente les grandes orientations et les objectifs que les divers organismes intéressés (BRGM, CNRS, CEMAGREF, IFREMER, INRA, ORSTOM) souhaitent voir afficher par le GIP. Le Ministère a donné son accord sur ces propositions le 30 octobre dernier. Depuis malheureusement la mise en place du GIP traîne, les objectifs initiaux étant partiellement remis en cause par quelques organismes.

M. COLLIN parle également du Bulletin interministériel "Situation hydrologique et prévisions de basses eaux" publié trois fois par an par les soins du BRGM. Ce bulletin devrait être prochainement informatisé et accessible "en temps réel" par MINITEL.

La séance du matin est levée à 12h30.

La séance de l'après-midi commence à 14h15.

Comme convenu la question du **"Manuel d'Hydrologie"** est maintenant discutée. M. HUBERT rappelle les activités passées en ce domaine, en particulier le projet franco-quebecois qui a représenté un important travail de la part de l'INRS/Eau mais qui n'est pas allé jusqu'à son terme.

M. MONIOD présente alors le projet de "Livre d'Hydrologie" dont s'occupe Hubert MOREL-SEYTOUX sous l'impulsion du Département des Eaux Continentales de l'ORSTOM. Il est inutile d'argumenter la nécessité d'un tel ouvrage ; celui-ci est forcément collectif, il doit rassembler un maximum d'expériences et fournir des références de travail. L'édition pourrait être faite par l'ORSTOM mais une co-édition est tout à fait possible. Le lecteur trouvera en annexe 4 - 9 pages - le mémorandum établi en décembre par MOREL-SEYTOUX et qui présente cet ouvrage collectif en 10 parties ; le point sur le livre établi fin février avec la proposition de contenu pour le tome I (l'hydrologie physique). Il est joint également des propositions faites par MM. GUILLOT, ALBERGEL, HUBERT et CHEVALLIER ainsi qu'un projet de comité de "Conseil de conception et structure du livre" dont le rôle initial est de définir une division logique et pédagogique de l'ouvrage en tomes et de suggérer des contenus et des auteurs pour les différents tomes.

7 - 20ème Assemblée Générale de l'UGGI à Vienne

Les membres de notre section ont été informés des points saillants relatifs à l'AISH par les Newsletters de M. COLENBRANDER et les documents envoyés le 22 novembre dernier par les soins du secrétaire.

Le rapport quadriennal du CNFGG établi à l'occasion de Vienne a été distribué à chaque membre ; il existe des exemplaires supplémentaires disponibles auprès de M. SIRCOULON.

En ce qui concerne les deux nouveaux comités, M. FONTES a été proposé comme représentant français du Comité sur les traceurs en hydrologie et paléohydrologie et M. BARIAC comme représentant français auprès du Comité sur les relations atmosphère-Sol et Végétation.

M. HUBERT résume l'impression générale des rares participants français : gigantisme, éparpillement, manque de rigueur dans les communications présentées...

En ce qui concerne la participation française, on peut également la résumer ainsi : microscopique. (il était dans ces conditions bien difficile d'empêcher en Assemblée plénière de l'AISH que le français ne soit plus la langue officielle des statuts de l'Association). Alors que l'on comptait à Vancouver la présence de 18 membres du CNFSH, nous n'étions plus que 8 à Vienne (MM. BOCQUILLON, GUILLOT, HUBERT, MEYBECK, POUCHAN (?), POUYAUD, SERVAT, SIRCOULON). Le nombre d'hydrologues français s'élevait à 15 (dont 6 ORSTOM) et trois avaient bénéficié d'une subvention du CNFGG (MM. MAHE, GAUTIER et SERVAT). Les thèmes abordés par les colloques de l'AISH sans doute moins "porteurs" que ceux de Vancouver expliquent-ils totalement la faiblesse de cette représentation ? (3% de la communauté hydrologique).

En attendant la 21ème Assemblée générale de l'UGGI à Boulder (Etats-Unis) en 1995, M. HUBERT souligne l'intérêt du congrès conjoint AISH-AIMPA qui se tiendra à Yokohama en juillet 1993 à l'occasion des assemblées scientifiques de ces 2 associations.

8 - Prise en charge des activités du Comité Français pour le PHI et problèmes d'organisation afférents.

M. HUBERT récapitule les actions entreprises dans ce domaine en 1991.

A la demande de la commission française pour l'UNESCO et du Ministère des Affaires Etrangères une réunion interministérielle s'est tenue à Paris le 18 avril. Cette réunion avait pour but de redéployer les activités de ce comité (reconstitué en octobre 1985*) à un moment où la communauté internationale est très sensibilisée aux relations entre l'homme, l'eau et l'environnement.

* Les archives du Comité sont toujours au Laboratoire d'Hydrogéologie de l'USTL à Montpellier.

Un large consensus s'est établi pour estimer que le bureau du CNFSH était la structure la mieux appropriée pour prendre en charge l'animation du Comité National mais ceci en étroite concertation avec les organismes, instituts ou laboratoires le composant et avec Météo-France.

M. HUBERT est ainsi désigné comme Président du Comité national et M. SIRCOULON comme Secrétaire.

L'une des premières tâches du secrétaire a été de diffuser largement le plan détaillé du PHI-IV pour 1990-1995 afin que tous les organismes, instituts ou laboratoires intéressés puissent faire le point sur l'état de leur participation (ou de leur intention) à cette phase IV. La participation française la plus importante est celle du projet H-5-5 (Programme FRIEND).

Il est par ailleurs décidé qu'un hydrologue du CEMAGREF (M. GIVONE), après accord avec les Ministères concernés fasse partie de la délégation française au 11ème Congrès international de l'OMM à Genève.

Une seconde réunion du Comité National s'est tenue à Paris le 2 octobre ; M.A. SZOLLOSI-NAGY, Directeur de la Division des Sciences de l'Eau de l'UNESCO, après avoir présenté les activités du PHI depuis le lancement de la décennie hydrologique internationale en 1964 a insisté sur le rôle des Comités Nationaux du PHI et son désir de renforcement des liens entre sa Division et le Comité National Français.

- La 10ème session du conseil intergouvernemental du PHI se tiendra à l'UNESCO du 6 au 11 juillet 1992, afin d'examiner les activités du PHI-IV en cours et des activités annexes de l'UNESCO. Ce Conseil (dont la délégation française a été établie début 1992) sera précédé les 3 et 4 juillet du colloque PHI/AISH George KOVACS sur la variabilité spatio-temporelle dans divers processus hydrologiques (confer l'envoi du 14 mai dernier) et les membres du CNFSH sont invités à y participer.

- Relations avec l'OMM -

Conjointement à la revitalisation des activités françaises dans le PHI il apparaît tout aussi nécessaire de renforcer le poids de la France auprès du PHO de l'OMM.

Il existe en effet deux séries de problèmes de taille à l'heure actuelle :

1 - La faiblesse de la participation française aux programmes hydrologiques de l'OMM, l'absence de notre pays à de nombreuses composantes du SHOFM (Système Hydrologique Opérationnel à Fins Multiples) qui est l'une des unités du Département Hydrologie et Ressources en Eau, l'insuffisance de la représentation française dans les instances de l'OMM et à la Commission d'Hydrologie (CHy) notamment. =

2 - Les difficultés de dialogue, de diffusion ou de circulation de l'information entre l'OMM et les hydrologues. On sait en effet que le Ministère de l'Environnement est le conseiller pour l'hydrologie du Directeur de Météo-France, représentant permanent de la France auprès de l'OMM ; or par manque de moyens, le Ministère de l'Environnement ne peut jouer pleinement ce rôle.

Face à cette situation quelles sont les mesures à prendre ?

- Un premier pas prometteur a été fait avec la mise à disposition de M. PIEYNS auprès de l'OMM (en fait à partir de mars 1992) pour renforcer le Département Hydrologie et Ressources en Eau dirigé par M. John RODDA. Ce renforcement s'inscrit dans le cadre d'un désir de rééquilibrage des rapports de forces entre hydrologues et météorologues au sein de l'OMM. La présence, pour la première fois, d'un français dans ce Département nous ouvre des perspectives encourageantes.

Mais cette première étape doit être suivie très rapidement d'un certain nombre de dispositions, en particulier :

- il faut clarifier le rôle du Ministère de l'Environnement afin de supprimer le frein actuel (qui aboutit par exemple à une messagerie "parallèle" entre le Service des Relations internationales de Météo-France et quelques destinataires hydrologues sélectionnés).

- il faut désigner une délégation française "représentative" à la prochaine réunion de la Commission d'Hydrologie de l'OMM qui doit se tenir du 12 au 23 octobre 1992 à Kingston, Jamaïque - c'est en effet à cette réunion que vont être prises les dispositions pour le fonctionnement du PHO au titre des 4 années à venir.

9 - Réunions nationales et internationales 1992

Ce point a été très rapidement traité lors de l'Assemblée Générale, d'autant plus que l'on note une "pause" dans les manifestations de l'AISH après Vienne.

On citera ici simplement :

- 26 au 31 janvier - Conférence internationale sur l'eau et l'environnement à Dublin.

- 6 au 10 avril - 17ème Assemblée générale de la Société Européenne de Géophysique (EGS) à Edimbourg.

et les colloques annoncés précédemment :

. en juillet colloque George KOVACS, colloque à Chengdu sur l'érosion,

. en août colloque à Oslo sur l'érosion,

. en septembre les 22èmes Journées de l'hydraulique de la SHF et les 8èmes Journées hydrologiques de l'ORSTOM,

. en novembre séminaire FRIEND/AMHY à Perugia.

M. SIRCOULON signale que , comme chaque année, le Ministère des Affaires Etrangères verse une subvention au CNFGG pour financer les frais de voyage de "jeunes" chercheurs à des congrès internationaux. La liste finale des bénéficiaires au titre de la section 6 est donnée ci-après suite aux arbitrages du bureau du CNFGG au mois de février :

- M. METIVIER (Paris VI) - EGS à Edimbourg,

- Mlle DESUROSNE (CEMAGREF) - EGS à Edimbourg,

- M. WENDLING (IMG) - EGS à Edimbourg

- M. MARGOUM (CEMAGREF) - Interpraevent à Berne,
- Mlle LUBES (ORSTOM) - Colloque de statistiques SPRUCE à Lisbonne,
- M. SOULARD (SRAE-BRETAGNE) - Congrès de limnologie à Barcelone,
- Mme COSANDEY (CNRS - Meudon) - EGS à Edimbourg,
- M. GIODA (ORSTOM) - EGS à Edimbourg.

10 - CNFGG - PRIX DE GEOPHYSIQUE - Assemblée Générale du 4.2.1992.

Le nombre de candidats au prix de Géophysique 1991 s'élève à 13 (2 en sismologie et physique de l'intérieur de la terre, 5 en géomagnétisme et aéronomie, 5 en hydrologie et 1 en océanographie).

Cette année le nombre de candidats en hydrologie a sensiblement augmenté ce qui est encourageant.

Sur ces 13 thèses, 3 ont été retenues pour la phase finale (sections 2,4 et 6) ; la thèse sélectionnée pour la section 6 étant celle de M. L.A. KAUARK LEITE soutenue à l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées et intitulée "Réflexions sur l'utilité des modèles mathématiques dans la gestion de la pollution diffuse d'origine agricole".

Le prix 1991 a en définitive été attribué à M.F. CHAVEZ-GARCIA pour sa thèse "Diffraction et amplification des ondes sismiques dans le bassin de Mexico" et remis à un représentant du récipiendaire le 4 février 1992.

Recommandation

M. NORMAND attire l'attention de l'Assemblée générale sur la décision du 7 novembre dernier prévoyant le déplacement du CEMAGREF/Antony à Clermont Ferrand, dans le cadre de la délocalisation. Il exprime l'inquiétude générale manifestée par le personnel, le démantèlement d'Antony risquant d'entraîner un certain nombre de conséquences néfastes (dislocation des équipes de recherche, abandon de programmes, suivi compromis des bassins de l'Orgeval etc...)

M. LEYNAUD propose que soit établie une recommandation qui intègre ce problème de délocalisation dans une politique générale de recherche qui se doit d'être cohérente et coordonne bien tous les organismes de recherche face à la dégradation des milieux et au manque de moyens alloués.

A la demande de M. HUBERT, M. LEYNAUD accepte de préparer un projet de recommandation qui sera amendé par un petit groupe de rédaction (MM. NORMAND, VERREL, ZILLIOX).

On trouvera ci-après le texte qui a été remis après concertation au bureau du CNFSH.

REUNION DU CNFSH du 10-12-1991

Motion amendée après consultation des membres du groupe de rédaction

N.B. Une formulation assez générale a été adoptée pour éviter de viser un seul organisme et permettre éventuellement son adoption par l'Assemblée générale du CNFGG

Le Comité National Français des Sciences Hydrologiques (CNFSH) réuni en assemblée générale à Paris le mardi 10 décembre 1991 :

- Attire instamment l'attention du Gouvernement sur des risques élevés de dégradation des milieux physiques et de leurs peuplements qui non seulement menacent gravement l'environnement mais compromettent l'avenir du développement et la sécurité des populations ; la situation étant particulièrement apparente dans le domaine de l'eau en raison du caractère intégrateur de cet élément.

- Constate que la communauté scientifique française attachée à la solution de ces problèmes et malgré un effort interne très important de concertation (rapprochement des équipes, harmonisation des programmes...) manque des moyens indispensables scientifiques pour le guidage objectif de la gestion et de la police des eaux.

- Ressent vivement en conséquence la nécessité vitale de rétablir une proportion plus équitable entre les moyens scientifiques consacrés à l'élaboration des technologies présentant des risques pour l'environnement et ceux consacrés à la connaissance et à la gestion rationnelle des milieux, notamment grâce au fonctionnement permanent et fiable des réseaux de mesure.

- Reconnaît et apprécie l'effort effectué par le Ministère de l'Environnement sur les crédits incitatifs mis à sa disposition pour pallier cette grave disparité mais **insiste sur l'importance des moyens structurels** à mettre en oeuvre au sein du Ministère de la Recherche et de la Technologie pour résoudre les graves et urgents problèmes actuels.

- Demande instamment qu'aucune décision d'organisation matérielle et de localisation géographique de ces moyens n'ignore les nécessités scientifiques spécifiques aux disciplines en cause telles qu'elles doivent être exprimées dans les Livres Blancs de la Recherche en cours d'achèvement dans les régions, notamment en ce qui concerne les laboratoires de terrain opérationnels indispensables comme par exemple les Bassins Représentatifs et Expérimentaux et les équipes qui y travaillent.

- Reste à la disposition du Gouvernement pour lui apporter tout concours relevant de ses compétences.

Ce texte a été présenté au Conseil du CNFGG du 14 janvier 1992 afin de recevoir l'aval de l'ensemble des sections et pouvoir ainsi être débattu lors de l'Assemblée Générale du 4 février. (Une recommandation soutenue par le CNFGG ayant bien sûr plus de poids qu'une simple recommandation interne). Malheureusement l'accueil donné à ce projet a été très mitigé : manque de compréhension du texte et appréciation divergente des conséquences de la délocalisation. Le Président du CNFGG ayant demandé à ce que le texte soit complètement modifié avant de le réexaminer à nouveau (et sans garantie de succès), le groupe de rédaction a décidé de renoncer à cette recommandation.

Personne ne souhaitant intervenir sur les points 11 et 12 de l'ordre du jour, M. HUBERT lève la séance à 17 heures.

=
